

# Le Monde

15 novembre 2023

## **La guerre à Gaza fragmente le Fatah palestinien**

*Soumis à une intense pression militaire israélienne, le mouvement au pouvoir en Cisjordanie est pressé par sa base de renouer avec la lutte armée et de se réconcilier avec le Hamas. D'ores et déjà, nombre de ses responsables refusent de voir le parti assumer le pouvoir dans les ruines de Gaza.*

Par Louis **Imbert**, envoyé spécial

Voilà deux semaines qu'Atta Abu Rmeileh croupit dans une prison israélienne. Le patron du Fatah dans la province de Jénine a été arrêté le 1<sup>er</sup> novembre. Quelques heures plus tôt, ce haut cadre du parti au pouvoir en Cisjordanie occupée avait appelé les Palestiniens à une grève générale. Dans une vidéo diffusée en ligne, il se tenait au côté de deux responsables locaux du Hamas et du Jihad islamique. L'armée israélienne n'a pas toléré leur démonstration d'unité, après l'attaque menée par le mouvement islamiste dans le sud de l'État hébreu, le 7 octobre.

M. Abu Rmeileh est un ancien combattant : il a déposé les armes après la seconde Intifada, en 2005. Il croit sincèrement en la résistance pacifique et en une solution négociée au conflit, les deux leitmotifs de son vieil ami Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne. Depuis plus de deux ans, il s'échinait à faire le pont entre les insurgés armés du Fatah à Jénine et M. Abbas, dont les services de sécurité collaborent avec Israël. Mais, après le 7 octobre, Atta Abu Rmeileh a baissé les bras. « *La résistance pacifique a échoué. La guerre a commencé et elle ne s'arrêtera pas* », confiait-il, amer, avant son arrestation. Il craignait que M. Abbas n'ait bientôt plus d'autre choix que de « *dissoudre l'Autorité palestinienne* ».

### **« On n'éradique pas une idée »**

Ces mots résonnent depuis un mois dans toutes les cellules du Fatah. Une lame de fond est en train d'emporter ce parti déboussolé, miné par la corruption et les luttes de pouvoir, écartelé entre le moignon de souveraineté qu'Israël lui concède encore et la tentation de la lutte armée. En réaction, M. Abbas a imposé le silence au mouvement. Lui seul s'exprime. Il exige un cessez-le-feu à Gaza et un règlement politique de la crise : la création d'un État palestinien dans l'enclave et en Cisjordanie, avec Jérusalem-Est pour capitale.

Le leader le plus âgé du monde arabe (87 ans), élu en 2005 pour un mandat censé durer quatre ans, a pour la première fois l'oreille du président américain, Joe Biden. Washington soutient l'effort de guerre israélien, tout en appelant son allié à confier Gaza, libéré du joug du Hamas, à une Autorité palestinienne « *renforcée* », puis à relancer les négociations en vue de la création d'un État palestinien. Mais ces plans paraissent une vue de l'esprit à nombre de responsables du Fatah, qui craignent une destruction totale de l'enclave, au fil d'interminables mois de l'opération israélienne.

Ces cadres sont conscients de l'immense popularité du Hamas. Ils n'imaginent pas qu'Israël puisse anéantir le mouvement islamiste, comme il le promet, ni l'empêcher de renaître. « *On n'éradique pas une idée* », note un ministre, inquiet, qui souhaite demeurer anonyme. Ils estiment que le Fatah n'a d'autre choix que de renouer avec ses frères ennemis, après la guerre civile qui a déchiré les deux partis en 2007.

### **Un nouveau chapitre**

Certains échangent discrètement au téléphone avec Khaled Mechaal, un chef du Hamas à l'étranger, qui les presse de faire acte de solidarité. Ils entendent résister de concert à la pression israélienne, à Gaza comme en Cisjordanie, et n'envisagent pas qu'une solution politique au conflit soit possible à long terme sans l'assentiment du Hamas.

« *Le Hamas a empêché que la question palestinienne ne disparisse. Il l'a remise sur la table* », salue Abbas Zaki, le seul membre du comité central du Fatah à avoir osé s'exprimer au début du conflit, puis à accepter un entretien à Ramallah, le 13 novembre. Ce vétéran, âgé de 80 ans, fait écho aux déclarations de responsables du Hamas, qui estiment avoir ouvert un nouveau chapitre dans la lutte contre Israël, et mis un

coup d'arrêt à une normalisation des relations entre l'État hébreu et l'Arabie saoudite, après [les accords d'Abraham conclus en 2020 avec les Emirats arabes unis](#), Bahreïn et [le Maroc](#), sans un regard pour la question palestinienne.

« *Des membres du Fatah à Gaza combattent aujourd'hui aux côtés du Hamas* », affirme M. Zaki, en rappelant que des membres des services de sécurité de l'Autorité palestinienne tombent de longue date l'uniforme, pour combattre au sein des brigades insurgées de Jénine et de Naplouse, en Cisjordanie. Pour lui, le Fatah est au bord d'une guerre ouverte avec Israël, qui menait, avant le 7 octobre, une politique d'annexion assumée de la Cisjordanie : « *Ils ne géraient plus le conflit, ils voulaient en finir avec nous.* »

M. Zaki encourage le président Abbas à reconnaître cet état de guerre : « *Le principal obstacle aujourd'hui, c'est l'Autorité palestinienne et spécifiquement Mahmoud Abbas. C'est lui qui a mené le Fatah dans cette impasse, avec ses appels incessants à la résistance pacifique. Il doit déclarer qu'il a tout donné pour la paix, mais que, désormais, toutes les options sont sur la table.* »

« *Le Hamas fait partie de notre vie politique et de notre société* », abonde Qadura Fares, ministre de l'Autorité palestinienne chargé de la question des militants détenus en Israël. Voilà des années que M. Fares œuvre à la réconciliation du Fatah et du Hamas. Il rêve encore d'intégrer le mouvement islamiste dans l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), unique représentant reconnu à l'étranger de la cause palestinienne.

### **Les Européens ulcérés**

« *Il nous faut dès maintenant envoyer une délégation du Fatah à Doha, pour y affirmer, avec les représentants du Hamas [exilés au Qatar], que le peuple palestinien dans son ensemble veut en finir avec l'occupation, qu'il veut un État, qu'un gouvernement d'experts peut être établi à Gaza, et que M. Abbas doit négocier un cessez-le-feu et un échange de prisonniers* », avance-t-il. A l'heure où les dirigeants du Hamas à Gaza ont décrété une guerre totale contre Israël, ce ministre pense encore que les islamistes sont mûrs pour accepter sans détour l'existence de deux États dans les frontières de 1967. « *Nous n'avons pas d'autre choix*, estime-t-il. *Sans cela, Israël continuera de prétendre que l'OLP ne représente pas l'ensemble du peuple palestinien, et qu'il n'a pas d'interlocuteur.* »

Ces appels ulcèrent les Européens, principaux financiers de l'Autorité palestinienne, qui, avant la guerre, maintenaient la Cisjordanie et la bande de Gaza la tête hors de l'eau. « *J'ai peur que ces responsables du Fatah ne se rendent pas compte que le 7 octobre a tout changé. Personne ne voudra plus parler avec qui que ce soit lié de près ou de loin au Hamas, et Israël fera échouer tout projet auquel ce mouvement sera associé* », note un diplomate occidental, qui craint un effondrement pur et simple de l'Autorité palestinienne, sous la pression d'Israël et de la rue.

Le régime de Ramallah est au bord de la faillite. Il n'a pas payé les salaires de ses fonctionnaires et des services de sécurité en octobre, et ne pourra probablement rien verser en novembre non plus. Israël étouffe le budget de l'Autorité palestinienne, en confisquant une part des taxes qu'il prélève pour son compte aux frontières. Des centaines de milliers de travailleurs palestiniens employés en Israël ont cessé de s'y rendre. L'armée barre les routes principales, elle chasse les Palestiniens de leurs champs et mène des milliers d'arrestations – pour la plupart des membres du Fatah, souligne un ministre.

### **« Nétanyahou leur fait vivre l'enfer »**

Près de 200 Palestiniens ont été tués par l'armée et les colons en Cisjordanie depuis le début de la guerre à Gaza, et un millier d'entre eux ont été expulsés de leurs terres. « *Certains au sein de l'Autorité palestinienne ont cru [après le 7 octobre] que le Hamas allait disparaître et qu'ils reprendraient Gaza*, affirme le député indépendant Mustafa Barghouti, figure de la société civile. *Mais [le premier ministre israélien, Benyamin] Nétanyahou leur fait vivre l'enfer. Ils ont cru qu'ils ne seraient pas affectés. Ils sont contraints de réévaluer la situation.* »

Déjà, sous le couvert de l'anonymat, un ministre palestinien plaide pour la formation immédiate d'un gouvernement de salut national – sans le Hamas. D'autres rêvent que leur camarade Marwan Bargouthi, le plus populaire des leaders du Fatah, emprisonné depuis 2002, soit libéré dans un échange de prisonniers entre Israël et le Hamas. L'ancien héraut de la seconde Intifada a noué derrière les barreaux des relations étroites avec les islamistes. Il est largement perçu en Palestine comme le seul à même de rassembler les factions, tout en militant pour une solution politique au conflit. Depuis le 7 octobre, Israël lui interdit de communiquer avec le monde extérieur.

La guerre oblige le Fatah à remettre sa maison en ordre. Depuis septembre, [le numéro deux du mouvement, Hussein Al-Sheikh](#), négociait le retour en grâce de figures exclues du parti : Nasser Al-Qidwa, le neveu du père fondateur du parti, Yasser Arafat, et l'ancien conseiller à la sécurité nationale Mohammed Dahlan. « *Al-Sheikh y travaillait sérieusement, il a l'oreille d'Abbas, qui commençait à s'adoucir. Il s'agissait de réintégrer des centaines de cadres purgés avec eux* », note un fidèle du colonel Dahlan, Jihad Toumaleyeh. Le Congrès qui devait sceller leur réconciliation était prévu en décembre. La guerre l'a repoussé sine die.

M. Dahlan est né dans un camp de réfugiés de Khan Younès, à Gaza, comme les leaders du Hamas Yahya Sinouar et [Mohammed Deif](#). Exilé aux Emirats arabes unis depuis plus d'une décennie, il y est proche du pouvoir et son nom a été avancé pour assumer la charge de l'enclave après la guerre. Mais M. Toumaleyeh balaie ces spéculations : « *Ni lui ni personne n'acceptera de régner sur Gaza sans que l'ensemble des Palestiniens n'acceptent leur autorité et sans l'accord du Hamas* », estime ce député, qui ne voit pas d'alternative pour mettre fin à cette guerre.